

Commerce et politique dans l'Antiquité, du Proche-Orient à Rome

À propos de Carlo ZACCAGNINI (éd.), *Mercanti e politica nel mondo antico*, Roma, « L'Erma » di Bretschneider, 2003, 361 p., ill.

Au cours des dernières décennies, la documentation sur les échanges dans l'Antiquité s'est beaucoup enrichie et de nombreuses études ont repris et reformulé la question du rapport entre politique et commerce que Johannes Hasebroeck, en 1928, avait mise au centre de son analyse de l'économie de la Grèce ancienne¹. Dans quelle mesure et de quelle façon les différents régimes politiques dans l'Antiquité sont-ils intervenus dans les échanges ? Régulation ou encouragement du commerce, dans quel but et au profit de qui ? Exploitation fiscale ? Organisation par l'État ou la cité, prise en charge directe pour l'approvisionnement de la population ? Quelle était la nature et la dimension du marché ? Quelle était la position sociale des commerçants, quels liens avaient-ils avec les élites politiques ? Aborder ces questions et beaucoup d'autres non seulement pour une époque mais pour l'Antiquité tout entière, voilà un grand mérite du livre édité par Carlo Zaccagnini. Le volume rassemble treize contributions à un colloque qui s'est tenu à Rome en mars 2000 ; elles couvrent trois mille ans d'histoire, de l'ancienne Mésopotamie jusqu'à l'empire romain tardif. Curieusement, Zaccagnini semble considérer que la problématique du rapport entre marchands et politique dans le monde antique, ainsi que l'actualité de cette question, vont de soi et ne nécessitent aucune explication. Il n'y a ni introduction, ni postface, ni contribution de l'éditeur lui-même qui préciserait la problématique scientifique du colloque et du volume publié.

Les cinq premières contributions traitent du Proche-Orient antique : Johannes RENGER (« Trade and Market in the Ancient Near East. Theoretical and Factual Implications ») analyse l'interaction entre marchands et politique dans les deux principales structures économiques de l'ancienne Mésopotamie, l'économie d'οἶκος du III^e millénaire, l'économie « tributaire » du II^e millénaire. Dans la première, le marchand est intégré dans l'οἶκος institutionnel ; dans la seconde, le palais externalise les problèmes de logistique liés à la production et à la redistribution, en les confiant à des individus, entrepreneurs et marchands. Ceux-ci sont organisés en collèges ou groupes, en lien étroit avec l'οἶκος institutionnel, notamment le palais. Le marché ne joue pas un rôle important pour l'approvisionnement de la population. Le lien étroit entre l'État ou le palais et les activités économiques des individus perdure à l'époque néo-babylonienne. Renger s'inscrit dans la lignée de Polanyi et veut montrer de quelle façon les modes d'activité des marchands ou entrepreneurs sont déterminées *by the general*

1. Johannes HASEBROECK, *Staat und Handel im alten Griechenland*, Tübingen, 1928.

economic system (p. 39). Il traduit le rapport entre *mercanti e politica* en rapport entre « économie et société » en se référant à Weber (p. 22), sans toutefois préciser dans quelle mesure le « système économique » est caractérisé par une logique économique ou politique. Après la période longue, envisagée par Renger, Alfonso ARCHI (« *Commercio e politica. Deduzioni dagli archivi di Ebla [c.a 2400-2350 a.C.]* ») étudie, à partir des riches archives d'Ebla, une période extrêmement brève d'économie palatine, de quarante à cinquante ans. Les enregistrements de sorties et d'entrées de métaux et de biens manufacturés permettent de percevoir, à l'intérieur, un système de redistribution, et, à l'extérieur, un système d'échanges de dons, dans un régime de commerce administré et de rapports de pouvoir avec l'extérieur. Étudiant les mêmes archives, Maria Giovanna BIGA (« *Feste e fiere a Ebla* ») soutient la lecture et la traduction du terme KI:LAM₇ comme « marché » ou foire (*mercato/fera*) et démontre qu'il s'agit de marchés organisés à l'occasion de fêtes religieuses. Klaas R. VEENHOF (« *Trade and politics in Ancient Assur. Balancing of Public, Colonial and Entrepreneurial Interests* ») présente une synthèse très détaillée de ses recherches sur l'organisation du commerce assyrien au cours des deux premiers siècles du II^e millénaire. La représentation des commerçants – entrepreneurs privés – dans les institutions de la cité n'est pas absolument claire. Mais différentes formes de politique commerciale sont connues : mesures en faveur de l'installation de commerçants étrangers à Assur ; établissement de traités avec les pouvoirs en Anatolie pour sécuriser les échanges avec les implantations commerciales assyriennes sur place (archives des commerçants de Kanish) ; règlements de nature protectionniste en faveur de l'exportation de textiles, de l'importation de cuivre ; interdiction de vendre de l'or à des commerçants étrangers (mesure interprétée par Veenhof dans le sens que la cité se réservait l'or comme moyen d'échange pour l'importation de biens importants, du cuivre, par exemple) ; et des mesures en faveur de commerçants en difficultés financières, suite à des faillites. Tout ceci dans une économie où les prix sont régulés par le marché et non par l'administration. Mario LIVERANI (« *The Influence of Political Institutions on Trade in the Ancient Near East [Late Bronze to Early Iron Age]* ») analyse les transformations que la grande crise des XIII^e-XII^e siècles a provoquées dans le domaine du commerce. Les palais royaux avec leur commerce administré disparaissent au profit d'un nouveau système basé d'une part sur des oligarchies de marchands qui dominent la politique des cités, d'autre part sur le développement du système des caravanes dans les États ethniques, tribaux. Grâce aux progrès techniques, notamment en matière de navigation, la carte mentale, l'horizon géographique des marchands s'élargit considérablement. En même temps, les principales routes de commerce évitent apparemment les marchés que pourraient constituer les grandes concentrations de populations dans les anciens États régionaux, Égypte et Babylone. Au contraire, ces routes relient entre elles des cités caravanières spécialisées et des ports ouverts sur des régions lointaines, sources de métaux et de produits exotiques.

Avec Alain BRESSON (« *Merchants and Politics in Ancient Greece : Social and Economic Aspects* »), nous passons au monde grec des V^e et IV^e siècles. Un monde différent, des types différents de sources. La question du rapport entre cité, marchands et commerce s'oriente toujours autour des positions de Johannes Hasebroeck et de ses détracteurs d'hier et d'aujourd'hui. S'appuyant notamment sur une analyse des prêts maritimes, Bresson montre que les marchands n'étaient ni une catégorie de pauvres étrangers exclus de la cité ni une aristocratie mar-

chande² ; il rappelle avec raison que le commerce faisait partie de la cité – que l'on ne peut penser la cité sans l'économie, pourrait-on ajouter – et que la séparation entre ἐμπόριον et ἄγορά (p. 163) répondait à une logique politique : expression d'une articulation entre intérieur et extérieur, entre ville et campagne, entre politique et commerce. La grande variété de situations dans le monde hellénistique apparaît dans le texte de Gary REGER (« Aspects of the role of merchants in the political life of the hellenistic world »). L'auteur met le lecteur en garde contre des généralisations hâtives à partir du cas d'Athènes. Si la cité d'Athènes arrivait à mettre en place une certaine régulation des prix des biens d'importation essentiels, le rapport entre les petites cités et les marchands, dans un contexte de grande volatilité des prix, mettait souvent en jeu des reconnaissances honorifiques et statutaires. Les rapports entre cités et « bienfaiteurs » et l'influence croissante de marchands non-citoyens sur la politique de certaines πόλεις demandent à être étudiés dans une chronologie plus longue. Un aspect particulier du commerce est abordé par Domenico MUSTI (« Città ellenistiche e commercio degli schiavi »). L'auteur s'intéresse moins au commerce d'esclaves en général qu'à celui qui est lié à la piraterie. Il étudie ce commerce par rapport aux attitudes de certains auteurs antiques (condamnation ou non de gains immoraux) ou de certaines cités (respect ou non des libertés individuelles).

Ce n'est qu'à la page 217 du livre que le lecteur est enfin clairement confronté par Jean ANDREAU (« Les commerçants, l'élite et la politique romaine à la fin de la République [III^e – I^{er} siècles av. J.-C.] ») aux enjeux scientifiques que la question des relations entre les commerçants et la politique revêt pour l'histoire économique antique, son historiographie et sa méthodologie : ne pas confondre économie et commerce, ne pas faire violence aux sources antiques, éviter les approches simplistes... Qui sont les marchands au cours des deux derniers siècles de la République ? Quelle est l'attitude de la cité romaine face aux commerçants, quelle est la nature des interventions politiques des commerçants, et quelle est son efficacité ? Andreau montre de façon convaincante que seule une approche globale, prenant en compte les différences de statut des diverses catégories d'acteurs et les différences de leurs intérêts matériels, permet d'éviter des simplifications grossières. Ainsi, une mesure politique bénéfique au commerce (ou aux commerçants) peut avoir été prise sur la base d'une motivation tout autre, par exemple une volonté disciplinaire (Veyne) ou la protection des citoyens romains. Pour l'époque qui se situe entre la fin du III^e et le milieu du I^{er} siècle, Andreau constate une remarquable constance dans les idées que les Romains se faisaient du commerce et des commerçants. Reste à évaluer de façon plus précise l'impact de certains changements progressifs rappelés par l'auteur, d'abord le fait que des personnages appartenant aux ordres supérieurs se mêlent au commerce, ensuite l'augmentation considérable de citoyens romains fixés hors d'Italie et également le souci de plus en plus pressant du ravitaillement de la ville de Rome.

David NONNIS (« Le implicazioni socio-politiche della produzione e della distribuzione nell'Italia repubblicana : per un repertorio prosopografico ») présente synthétiquement un répertoire prosopographique d'« agents économiques », Romains et Italiens, entre la fin du IV^e siècle et la fin de la République. Ce catalogue comporte environ 1750 fiches de personnes, dont presque 800 sont

2. On pourrait rappeler à cet endroit l'expression de *Gelegenheitsunternehmer* (entrepreneur occasionnel) de Max Weber, formule reprise par Paul Veyne.

connues grâce à des marques de fabrique sur des amphores destinées au transport de vin ou d'huile. La nature de la base documentaire du catalogue fait facilement entrevoir les difficultés d'interprétation : 86 % d'inscriptions figurant dans les diverses catégories de l'*instrumentum domesticum* (p. 246), 11 % d'autres inscriptions, et 3,1 % de sources littéraires. L'on reste un peu dubitatif quant à l'analyse des implications socio-politiques de la production et de la distribution, annoncée dans le titre de la communication. L'utilité de l'approche prosopographique n'est pas à mettre en question. Ce qui reste incertain, pour le moment, malgré les intéressantes précisions données par Nonnis, c'est l'apport de cette étude prosopographique à une connaissance plus détaillée de la manufacture et du commerce.

Avec la communication suivante de William V. HARRIS (« Roman governments and commerce, 300 B.C. - A.D. 300 ») on passe à une interrogation portant sur six siècles et quelques grandes questions. Le ton de l'article est rafraîchissant : Harris développe son argumentation dans une polémique, d'une part, à l'encontre de certains historiens britanniques, sur la question de l'État romain, d'autre part, de façon plus policée, contre l'analyse de l'économie romaine développée par Jean Andreau. Concernant le premier point, le résultat ne me semble pas à la hauteur de la polémique. Si, comme le suggère Harris, on ne connaît à Cambridge que l'alternative suivante : *did the State have any autonomous existence, or was state power a straightforward expression of the will of a dominant class ?* (p. 276), ce n'est certainement pas le cas pour l'ensemble de la recherche en histoire ancienne depuis Matthias Gelzer³. Le problème est ailleurs : dans nombre d'importants travaux sur l'« État » romain et la politique romaine, dans le sillage de Gelzer, l'économie, et le commerce en particulier, sont des trous noirs. Insérer nos connaissances enrichies sur le commerce et l'économie dans les analyses les plus élaborées du système politique romain, voilà le véritable défi. L'ambition affichée par Harris, *to contribute to a more credible and useful history of the Roman economy than so far exists* (p. 277), va bien dans ce sens, mais l'exercice, dans le cadre de cet article, reste forcément déséquilibré. L'auteur insiste fort utilement sur la distinction à faire entre, d'une part, l'action des gouvernements romains, qui a eu certainement l'impact le plus important sur le commerce et son développement, c'est-à-dire la conquête et la sécurisation de l'empire, et, d'autre part, des politiques particulières qui ont eu des effets directs ou indirects, intentionnels ou non sur le commerce : institutions juridiques, infrastructures, mesures pour assurer l'approvisionnement des populations locales, soutiens ponctuels à des activités commerciales, etc. À l'encontre de certains historiens qui ramènent tout à une motivation unique (celle du thème à la mode du moment), Harris insiste sur la complexité des rapports possibles entre politique et commerce et sur les tournants, ou tout au moins inflexions, qu'il situe autour des années 300 et 50 av. J.-C., 150 et 300 apr. J.-C.

Concernant les points sur lesquels Harris veut se démarquer de Jean Andreau et de Jean-Michel Carrié⁴, il s'agit plus de nuances dans l'appréciation que de

3. Je cite Gelzer puisque Harris affirme que cette dérive « marxisante » est le résultat d'une approche prosopographique et non d'histoire politique.

4. Harris se réfère surtout aux contributions réunies dans l'ouvrage : *Économie et échanges : Les échanges dans l'Antiquité : le rôle de l'État*, Saint-Bertrand-de-Comminges, 1994.

véritables divergences concernant la question du public/privé et de l'intérêt que les « gouvernements » romains, aux niveaux central et local, manifestaient pour le commerce, et de quelle manière. Le lecteur reste un peu sur sa faim et aimerait suivre plus en détail ce débat. Car est-ce vraiment une nouveauté que de vouloir analyser l'attitude du « gouvernement central » par rapport au commerce dans la perspective de l'ἥθος particulier de l'aristocratie romaine (p. 291) ? Concentrer la discussion ensuite sur les distributions de blé est, certes, intéressant, mais cela aurait pu être l'occasion de mieux faire ressortir les différences entre le commerce « normal » et le « commerce » lié à ces interventions étatiques. Quant à la question de la *maximisation of trade* comme priorité gouvernementale, ou non (p. 305), qui semble finalement être la question centrale pour Harris, elle aurait pu être liée de façon productive aux questions sur la nature de l'État et de l'ἥθος aristocratique.

Les questions conceptuelles, sous-jacentes, mais qui ne sont pas vraiment abordées de front par Harris, sont au centre de la communication d'Elio Lo Cascio (« Mercato libero et "commercio amministrato" in età tardoantica »). L'insatisfaisante alternative, rappelée dans le titre de l'article, est rejetée au bénéfice d'une réflexion sur le *princeps* comme évergète, sur le mécénat d'« État » et sur le rôle économique de l'empereur comme le *priatus* le plus riche qui, à l'occasion, pèse énormément sur le marché sans l'éliminer. Le sens et la nature du contrôle de l'État, ou de l'empereur, sur certains secteurs du commerce sont ensuite illustrés de façon détaillée à l'aide de l'exemple de l'importation de l'huile d'Espagne à l'époque des Sévères (augmentation, temporaire, de l'implication de l'administration impériale dans le transport et le commerce), par celui de l'approvisionnement de Rome en viande de porc, et, pour le IV^e siècle, par celui de l'enregistrement (contrôle, intervention ou souci statistique, et dans quel but ?) de certains prix en Égypte, en reliant ces observations aux discussions relatives au sens de l'édit sur les prix de Dioclétien. En conclusion, Lo Cascio suggère que la politique (économique) de l'empire romain de l'Antiquité tardive cherchait moins à contrôler de façon dirigiste le marché et les échanges qu'à tenter de maintenir son unité politique en intervenant, de diverses manières, dans le marché et sur les prix.

Le volume se clôt par un très intéressant retour à l'historiographie des XVII^e et XVIII^e siècles : Umberto ROBERTO (« "Del commercio dei Romani" : politica e storia antica nelle riflessioni del settecento ») analyse l'ouvrage de P.-D. HUET, *Histoire du Commerce et de la Navigation des Anciens*, commandé par Colbert au début des années 1670, mais publié seulement en 1716. Comment faire de la France une puissance maritime qui surpasserait l'Angleterre, beaucoup moins peuplée, et la petite Hollande ? Construire des ports, des navires, et former des marins ne pouvait suffire. Il fallait aussi un changement culturel, une évolution des mentalités : convertir la société au commerce. Le livre de Huet proposait une lecture mercantiliste de l'histoire : le commerce et la navigation sont les piliers de la grandeur et de la puissance des Anciens et des Modernes, la *translatio imperii* devient une *translatio* de la civilisation et du progrès entre empires commerciaux. Tous les grands empires de l'Antiquité sont des empires commerciaux, Alexandre devient Prince du commerce, et ce raisonnement ne peut évidemment pas s'arrêter devant l'empire romain. Roberto analyse également la réaction critique de Montesquieu qui, dans le livre XXI de l'*Esprit des lois*, esquisse une histoire du commerce des Anciens à l'époque moderne, comme plus tard, dans son sillage, Francesco Mengotti (lauréat du concours de l'Académie des Belles Lettres, en

1786, sur la question « L'état du commerce chez les Romains, depuis la dernière guerre punique jusqu'à l'avènement de Constantin à l'Empire ». Montesquieu met en avant la faiblesse du commerce face à la puissance et face à la force militaire (destructions de Carthage et de Corinthe), ainsi que la position marginale et l'infériorité sociale du marchand. À l'opposé de Huet et de la politique mercantiliste de Colbert et de la monarchie, l'histoire de Rome illustre ainsi que le commerce a besoin de liberté pour prospérer. Un lecteur innocent pourrait être tenté d'établir un lien entre le projet de l'époque de Louis XIV (*intervenire sulla mentalità e sul sistema di valore, convertendo la società al* Commerce [Roberto, p. 328]) et le concept de *maximisation of trade*, dont Harris (p. 305) semble regretter l'absence dans les priorités gouvernementales de l'Empire romain autour de l'an 300 de notre ère. Une question naïve de cet ordre permettrait-elle d'aller plus loin dans la compréhension du phénomène du commerce par rapport aux systèmes politiques de l'Antiquité ? Je cite cet exemple pour indiquer les limites de ce volume collectif dont la direction par Zaccagnini n'est perceptible, ou ne peut être soupçonnée, qu'à travers l'enchaînement logique de thèmes dans une suite d'articles ordonnés de façon strictement chronologique. Le contenu du volume est de grande qualité et souvent stimulant. Il aurait mérité que l'on donne à un public plus large, au-delà du cercle relativement étroit des initiés, des spécialistes de l'économie antique, quelques repères clairs qui auraient permis de situer la place et l'importance de ces débats, parfois techniques, dans l'historiographie de ces dernières décennies. La question du commerce et de la politique est envisagée ici sur un arc chronologique de trois mille ans, par des spécialistes de régions et de périodes extrêmement différentes. Rien, malheureusement, ne transparait dans ce livre des confrontations et des comparaisons, qui ont eu lieu, on se plaît à imaginer, lors du colloque dont est issu ce livre, entre les diverses analyses du rapport commerce-politique dans l'Orient ancien, dans le monde des cités grecques et dans la Rome républicaine et impériale.

Hinnerk BRUHNS

Directeur de recherche au CNRS

Centre de recherches historiques (EHESS/CNRS)

École des Hautes Études en Sciences Sociales

54, boulevard Raspail

F-75006 Paris

bruhns@msh-paris.fr